

Comment Sarkozy a détourné la crise sur les pauvres

Laurent Mauduit, *Mediapart*, 30 août 2011

Le bilan économique et social de la présidence Sarkozy est tout entier résumé par ces statistiques, que vient de publier l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee): le nombre des pauvres a franchi en France en 2009 un nouveau record pour atteindre le chiffre de 8,2 millions de personnes (+337.000 par rapport à 2008) tandis le niveau de vie médian des Français est resté bas, s'élevant à 19.080 euros annuels, soit 1.590 euros par mois. [L'étude](#) (*Insee Première*, n°1365, août 2011) publiée mardi 30 août dresse donc, en creux, un constat accablant de la politique suivie par le chef de l'Etat: des riches de plus en plus nombreux et de plus en plus riches, des pauvres de plus en plus nombreux et de plus en plus pauvres!

On pourrait penser qu'il n'y a là rien que de très normal: c'est en effet dans le courant de cette année 2009 que la crise financière et économique planétaire a fait sentir ses effets les plus violents, faisant le lit du chômage et opérant une grave ponction sur tous les revenus. Il était donc prévisible que le niveau de vie des Français en pâtisse, des plus riches jusqu'aux plus modestes.

Et pourtant, non! Car cette étude met en évidence les effets sélectifs de la crise: du fait de la politique économique et sociale, elle a d'abord frappé les foyers les plus faibles et les plus démunis. Face à la crise, le gouvernement a fait le choix de l'ajustement social: alors que les revenus des entreprises (et surtout des plus grandes) se sont très vite redressés sous l'effet notamment de plans de soutien à l'activité, alors que les très hauts revenus n'ont cessé d'être cajolés avec notamment la suppression partielle de l'impôt de solidarité sur la fortune, les plus bas revenus n'ont profité d'aucune de ces attentions. Sous l'effet d'une crise économique historique, ce sont eux d'abord qui ont été atteints.

La hausse vertigineuse des revenus du patrimoine

Ces chiffres valent réquisitoire. D'abord, l'Insee relève que le niveau de vie médian s'est élevé à 19.080 euros en 2009. Cela signifie que la moitié des Français ont eu un niveau de vie (revenus après impôt et prise en compte des différentes prestations sociales) inférieur à ce seuil. Moins de 1.590 euros par mois: une vie de misère pour un très grand nombre de Français...

Ce chiffre retient d'autant plus l'attention que la situation des très hauts revenus n'a cessé de s'améliorer. Pour en prendre la mesure, il faut se replonger dans l'édition 2010 de la revue de l'Insee sur les « Revenus et patrimoine des ménages », qui comprend [une étude instructive](#) sur les très hauts revenus (lire « [La hausse vertigineuse des revenus du patrimoine](#) »).

L'étude est à manier avec précaution, car elle porte sur la période plus ancienne de 2004-2007. Mais, comme depuis 2007, Nicolas Sarkozy n'a cessé de multiplier les réformes en faveur de cette clientèle électorale des très grandes fortunes, les tendances qu'elle révèle restent pertinentes.

«Depuis 2004, le nombre de personnes riches est en forte augmentation. Entre 2004 et 2007, le nombre de personnes dépassant les 100.000 euros constants de revenu par unité de consommation a crû de 28%, et de 70% pour les personnes au-dessus du seuil à 500.000 euros», écrivait notamment l'Insee. Evoquant une «*explosion des revenus touchés par les personnes à très hauts revenus*», l'Insee ajoutait : «*Alors que les revenus d'activité n'ont progressé que de 11% entre 2004 et 2007, les revenus du patrimoine et les revenus exceptionnels ont connu des progressions beaucoup plus fortes (46% pour les revenus du patrimoine, 55% pour les revenus exceptionnels). L'évolution de ces deux types de revenus, majoritairement touchés par les personnes les plus aisées, et principalement tirés de la possession de patrimoine, contribue ainsi à une hausse des inégalités dans le haut de la distribution.*»

L'institut en tirait la conclusion que la France assistait à un creusement «*des inégalités par le très haut*».

8,2 millions de pauvres en France

Dans cette ancienne étude, l'Insee faisait encore ces constats : « *Ainsi, de 2004 à 2008, les revenus du patrimoine par unité de consommation du dernier décile (les 10% les plus riches) augmentent de 11% par an en moyenne, expliquant la quasi-totalité de l'accroissement spécifique de leur niveau de vie.* »

L'Institut proposait alors un « zoom » sur ces très hauts revenus: alors que «*la médiane des revenus déclarés par unité de consommation progresse de 5,2% en euros constants entre 2004 et 2008*», la hausse des revenus atteint «*+9,6% pour le dernier centile* » (les 1% les plus riches), «*+18,9% pour le dernier millime*» (les 1‰ des plus riches), «*+32,7% pour le dernier dix-millime*».

La nouvelle publication de l'Insee sur les niveaux de vie en 2009 est donc à replacer dans cette perspective: l'extrême faiblesse des niveaux de vie du plus grand nombre des Français apparaît d'autant plus choquante qu'une infime minorité ne cesse de s'enrichir.

Plus grave: ce niveau de vie médian de 19.080 euros par an recouvre de très fortes disparités. Les revenus les plus faibles... faiblissent et les plus élevés... s'élèvent encore un peu plus. «*En 2009, le niveau de vie des 10% des personnes les plus modestes est inférieur à 10.410 (pour les 10% les plus modestes, ceux du premier décile), en baisse de 1,1% par rapport à 2008. Alors que l'évolution moyenne annuelle relevée entre 2005 et 2008 pour chacun des quatre premiers déciles était d'environ + 2%, la tendance s'inverse entre 2008 et 2009 : en euros constants, les quatre premiers déciles diminuent, la baisse étant plus marquée pour le premier décile. En revanche, la médiane (le cinquième décile) ainsi que les déciles de niveau de vie supérieurs augmentent. Le niveau de vie des 10% les plus aisés est supérieur à 35.840 euros annuels (D9) en 2009, soit 3,4 fois plus que celui des 10% des plus modestes). Il a crû de 0,7% par rapport à 2008, ce qui marque un ralentissement dans la progression de ce décile. Au total, le contexte de crise économique se répercute sur l'ensemble des ménages, mais ce sont les plus modestes qui sont les plus touchés.* »

Indicateurs de pauvreté

	2006	2007	2008	2009
Seuil à 60% de la médiane				
Nombre de personnes pauvres (en milliers)	7 828	8 035	7 836	8 173
Taux de pauvreté (en %)	13,1	13,4	13,0	13,5
Seuil de pauvreté (euros 2009/mois)	915	935	950	954
Niveau de vie médian des personnes pauvres (euros 2009/mois)	750	765	774	773
Intensité de la pauvreté (en %)	18,0	18,2	18,5	19,0
Seuil à 50% de la médiane				
Nombre de personnes pauvres (en milliers)	4 188	4 281	4 272	4 507
Taux de pauvreté (en %)	7,0	7,2	7,1	7,5
Seuil de pauvreté (euros 2009/mois)	763	779	792	795
Niveau de vie médian des personnes pauvres (euros 2009/mois)	630	647	652	657
Intensité de la pauvreté (en %)	17,4	17,0	17,7	17,4

Sous l'effet de l'envolée du chômage, le nombre de pauvres (c'est-à-dire le nombre de personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60% du niveau médian) en France a atteint un niveau historique de 8,173 millions de personnes. Près de 8,2 millions de Français ont vécu avec moins de 954 euros par mois en 2009. Et l'Insee précise que « l'intensité » de la pauvreté s'est renforcée pour cette catégorie de Français, autrement dit leur niveau de vie s'est relativement affaibli. Bref, le nombre de pauvres grandit et pour chacun d'entre eux la vie est de plus en plus précaire.

Le cap de l'égoïsme social

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Unités : milliers et %

Données CVS-CJO	Juillet 2010	Juin 2011	Juillet 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
France métropolitaine					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 680,3	2 720,4	2 756,5	1,3	2,8
Catégorie B (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite courte)	527,5	547,3	551,4	0,7	4,5
Catégorie C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite longue)	750,1	836,0	820,1	-1,9	9,3
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	3 957,9	4 103,7	4 128,0	0,6	4,3
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	252,8	236,8	224,3	-5,3	-11,3
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	355,2	352,6	348,7	-1,1	-1,8
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	4 565,9	4 693,1	4 701,0	0,2	3,0

Sans grande surprise, cette envolée du nombre de pauvres découle en grande partie de la progression du chômage. Cela suggère que les tendances relevées par l'Insee pour 2009 se sont vraisemblablement prolongées en 2010 et en 2011. C'est ce que font penser les dernières statistiques publiques sur le chômage arrêtées à la fin juillet. On comptait alors 2,756 millions demandeurs d'emploi de la catégorie A, celle que le gouvernement cherche à promouvoir comme baromètre officiel. Et si l'on prend en compte l'ensemble des catégories de demandeurs d'emplois (y compris les demandeurs d'emploi effectuant des missions courtes ou précaires), on arrive à un total de 4,701 millions de demandeurs d'emplois, en hausse de 3% sur un an.

Mais ce ne sont pas que les chômeurs qui en font les frais. Les salariés en subissent tout autant l'onde de choc: plus de 20% des 21,5 millions de salariés français perçoivent le Smic ou moins et sont donc heurtés par ces effets de tassement sur le niveau de vie.

L'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement des plus pauvres que ces statistiques révèlent ont peu de choses à voir avec la crise. Les statistiques indépendantes de l'Insee établissent sans contestation possible qu'en fait l'augmentation de la pauvreté a connu une nette inflexion bien avant la crise, dès 2002 (lire « [Depuis 2002, la pauvreté ne cesse de progresser](#) »). Mais depuis 2007, la tendance s'est brutalement accentuée.

Les inégalités se creusent car la politique économique et sociale française ne suit qu'un seul cap, celui de l'égoïsme social.